

## LE BIP, UNE MENACE POUR LE TISSU ECONOMIQUE D'ENGHIEN ?

Fondé dès 1799, l'établissement thermal d'Enghien-les-Bains exploite les vertus thérapeutiques des eaux sulfureuses provenant de la butte témoin sur laquelle s'étend la forêt de Montmorency. C'est en traversant les couches de gypse et de calcaire de la forêt que l'eau de pluie se charge en sulfate de calcium, transformé ensuite en sulfure sous l'effet de bactéries présentes dans la partie méridionale du lac d'Enghien.

Ce résumé de l'hydrologie des eaux thermales amène une question : que se passerait-il en cas de pollution hydrique majeure du lac ou dans celui-ci ? Cette question est d'autant plus prégnante que des épisodes ont déjà eu lieu dans un passé récent : de 2006 à 2010, une pollution aux nitrates des eaux sulfureuses a entraîné la fermeture de la station thermique ([1](#)). En septembre 2024, c'est une pollution aux hydrocarbures des eaux du lac qui a été détectée ([2](#)). Il est donc pertinent de s'interroger sur les conséquences hydrologiques qu'auraient les polluants apportés par une circulation automobile intense comme celle liée au BIP : ne pourrait-elle pas entraîner la disparition du thermalisme à Enghien qui, elle, serait définitive car la cause de la pollution serait permanente ?

Ce serait un cataclysme pour l'économie de la ville, une réaction en chaîne qui entrainerait la fermeture d'hôtels et même celle du casino, car seules les villes thermales sont autorisées à posséder ce type d'établissement.

On peut toujours rétorquer qu'en l'absence d'expertise sur la question, on ne peut rien affirmer. Mais on pourrait chercher longtemps sur le web, on ne trouverait pas l'ombre d'une expertise sur le sujet. Et c'est précisément ce manque qui démontre que les apprentis sorciers qui soutiennent le projet ne se sont même pas posé la question.

A moins qu'il ne s'agisse d'un arbitrage privilégiant une autre logique économique, celle que nous appellerons ici la « logique Amazone », celle des méga-entrepôts en projet à Gennevilliers qui ont besoin du BIP pour desservir les zones d'activité, et ceci aux dépens de la qualité de vie des populations dont ils n'ont cure.